

Jeux olympiques de Turin : des conseils pour Québec 10 ans après

Publié le mardi 12 avril 2016



Turin, en Italie, a été l'hôte des Jeux olympiques d'hiver du 10 au 26 février 2006. Cette expérience a modifié l'image industrielle tenace de la ville. Dix ans plus tard, Turin se positionne comme la quatrième ville touristique en Italie. Bien que l'aventure olympique en a valu la peine aux yeux des organisateurs des JO, ils suggèrent au maire de Québec la plus grande vigilance.

Un texte de **Cathy Senay** 



Turin a été choisie comme ville hôte des 20es Jeux olympiques à Séoul, le 19 juin 1999. Valter Marin est alors le nouveau maire de Pragelato, village des Alpes italiennes. Il se retrouve malgré lui dans le sillon de l'organisation des Jeux.

« Quand Turin a obtenu les Jeux olympiques, j'étais très préoccupé. [...] Ç'a changé ma vie. Être maire dans une commune olympique est bien différent qu'être maire dans une commune qui

n'est pas olympique parce que ça veut dire travailler pour cette année-là 24 heures sur 24, 365 jours. »

M. Marin a visité les installations d'Albertville, de Lillehammer, de Calgary et de Salt Lake City. Le but : s'inspirer, mais aussi discerner ce qui sera à imiter à éviter pour Turin. La ville de 900 000 habitants est d'abord industrielle, mais détient comme atout la proximité des Alpes italiennes.

Un financement à trouver

Quinze disciplines sont au programme dont la plupart se dérouleront en montagne. Trois villages olympiques devront être construits : Turin, Sestrières et Bardonecchia. L'objectif pour que tout se concrétise: trouver les fonds nécessaires.

« Je crois qu'on doit faire des prévisions. On doit justement avoir peur. Parce que si on a peur, on fait beaucoup attention. S'il y a trop d'indulgence, on peut faire des erreurs. Alors je crois qu'on doit penser 10 ans après la tenue des Jeux olympiques. »

Les négociations entre le TOROC (Comité organisateur des Jeux olympiques) et le gouvernement italien ont été ardues et ponctuées d'une menace de réduction jusqu'à la toute fin. Le montant de la facture est estimé à environ 3,5 milliards d'euros (5,1 G\$ CA). Les fonds publics couvrent une grande partie. Le reste provient du privé.

Gianni Poncet est aujourd'hui l'adjoint de Valter Marin. En 2006, il était à l'époque le directeur des compétitions de ski alpin et de planche à neige.

« Le gouvernement italien était ensemble avec la mairie de Turin, mais aussi nous avons un commanditaire privé, Fiat. [...] Sestrières est liée à la famille Agnelli, le Groupe Fiat depuis 1932. Alors, c'était une région automobile pendant longtemps. [...] Notre chance, c'était ce partenariat privé-public pour les Jeux olympiques », explique Gianni Poncet.

L'héritage des Jeux

Les deux organisateurs affirment que des surplus de 70 millions d'euros (102,5 M\$ CA) ont été enregistrés. La région du Piémont bénéficie encore des infrastructures construites pour les Jeux. Mais si c'était à refaire, Valter Marin ne croit pas qu'il ferait construire une piste de bobsleigh à 103 millions d'euros (151 M\$ CA) qui ne sert plus à rien aujourd'hui.

« Je crois que le Comité olympique international doit certainement faire une réflexion sur la nécessité de construire une nouvelle piste de bobsleigh. (...) Si l'on pouvait retourner en arrière, je crois qu'on choisirait de ne pas construire de nouvelle piste en Italie, mais d'utiliser celle des Jeux d'Albertville en 1992 en France. »



De plus, Gianni Poncet croit qu'il ne faut pas précipiter les choses, même si la pression est grande.

« Je pense que les Jeux olympiques arrivent vite. Au dernier moment, il faut faire tout, tout , tout et après, on a des choses comme ça qu'il faut reprendre dans les années à venir et surtout le village olympique (de Sestrières), c'est un exemple qui doit être amélioré. »

Non seulement la pérennité du village olympique de Sestrières doit être assurée, mais le souvenir quasi inexistant des Jeux olympiques de 2006 dans les montagnes doit aussi être repensé.